

# “Charles Michel a été mon plus grand adversaire dans la lutte contre la fraude”

*“Le gouvernement ne veut pas toucher aux grandes familles belges mêlées au LuxLeaks.”*

**JOHN CROMBEZ**

Député SP.A.

■ Selon l'ancien secrétaire d'Etat, le gouvernement actuel n'est pas déterminé à lutter contre la fraude fiscale.

Entretien **Laurent Lambrecht et Raphaël Meulders**

**J**ohn Crombez (SP.A), l'ancien secrétaire d'Etat à la Fraude fiscale et sociale l'affirme : le gouvernement Michel freine toute lutte contre la grande fraude fiscale. “J'ai lu les interviews que Madame Sleurs (NdlR : l'actuelle secrétaire d'Etat N-VA en charge du dossier) a données et elles étaient plus longues que son plan d'action”, ironise le député socialiste flamand

**Aucune des 15 mesures proposées par Elke Sleurs ne trouve grâce à vos yeux ?**

Le seul point positif, c'est qu'elle continue certaines de nos mesures, comme celle d'augmenter les délais de prescriptions. Mais pour le reste, le message du gouvernement est désastreux. On renforce les contrôles sur les ASBL alors qu'il n'y a rien du tout sur la grande fraude fiscale. On ne veut pas toucher aux grandes familles belges mêlées au LuxLeaks. Le ministre des Finances a lui-même expliqué devant le Parlement que les comptes luxembourgeois n'étaient pas illégaux. Comment peut-il dire cela ? Il a enquêté ? C'est un très mauvais signal.

**Le gouvernement incite-t-il trop sur la lutte contre la fraude sociale et pas assez sur la fraude fiscale ?**

Oui et c'est idéologique. Le gouvernement est en train de détruire différentes mesures sociales pour aller récupérer de petits montants. Or, on a vu avec le SwissLeaks et le LuxLeaks qu'il y a 11 milliards d'euros où des impôts ne sont pas payés. Mais pour ce gouvernement, ce qui est important c'est de limiter les droits des chômeurs qui doivent s'occuper d'un membre de leur famille malade.

**Comment est-ce que cette lutte contre la fraude est freinée ?**

Le gouvernement veut modifier les deux mesures prises sous Di Rupo I qui ont eu le plus d'impact : la loi anti-abus et la spécification de la fraude fiscale grave. Le monde des avocats fiscalistes, Thierry Afschrift en tête, et le monde bancaire étaient furieux quand j'ai pris ces mesures. Maintenant, ils sont rassurés. Après le LuxLeaks, la Commission a aussi demandé des mesures contre ces abus. Deux pays ont refusé : la Belgique et les Pays-Bas. Le gouvernement s'attaque à la fraude sociale uniquement et laisse tranquilles les grandes entreprises qui fraudent.

**Combien avez-vous récupéré d'argent sur cette fraude quand vous étiez secrétaire d'Etat ?**

Avec Di Rupo, on a récupéré chaque année 600 millions d'euros, dont seulement un euro sur 7 provenait de la fraude sociale. En trois ans, c'est 1,8 milliard d'euros qui sont revenus dans les caisses de l'Etat quand nous étions au pouvoir. Et l'immense majorité provenait de la grande fraude fiscale. Rien que sur trois enquêtes, dont l'une dans le secteur diamantaire, on a récupéré 850 millions qui ont déjà été presque entièrement payés. L'actuel gouvernement annonce 250 millions via la fraude fiscale en 5 ans.

**En parlant du secteur diamantaire, vous avez dit que Bart De Wever protège ce secteur à Anvers. Avez-vous des preuves ?**

L'une des rares propositions du leader de la N-VA, en tant que parlementaire, a été d'interdire au juge d'instruction de faire des enquêtes dans le secteur diamantaire.

**On voit que la fraude fiscale s'organise au niveau international. Que peut faire la Belgique sans une réelle harmonisation ?**

Mais cette harmonisation est là ! Fin 2012, le président américain Barack Obama a obligé les Suisses à mettre fin au secret bancaire (NdlR : prévue en 2018). Un échange automatique des données bancaires et la généralisation des lois anti abus se mettent en place.

**Les Etats-Unis avaient menacé de retirer l'agrément des banques suisses sur le territoire américain. La Belgique a-t-elle les moyens de faire pression au niveau international ?**

Oui, si toute l'escroquerie doit disparaître, il restera tou-

jours la banque publique (rire). Les outils sont là pour lutter contre la fraude fiscale. Mais il faut un gouvernement qui donne ce pouvoir à son administration. Avec Di Rupo, on a augmenté le personnel de l'ISI (Inspection sociale des impôts) de 25 %. C'était un choix politique : ce personnel ne coûte pas, au contraire il ramène beaucoup d'argent dans les caisses de l'Etat. La N-VA ne met pas les moyens. De Wever n'a jamais caché qu'il n'était pas intéressé par la lutte contre la fraude fiscale.

**Vous parlez de Bart De Wever comme si c'était le vrai patron de ce gouvernement.**

Quelqu'un en doute-t-il encore ? Quand Kris Peeters fait trop de bruit, M. De Wever envoie Wouter Beke pour le calmer. Moi j'avais un 1<sup>er</sup> ministre qui me mettait la pression pour obtenir des résultats. Il faut une politique globale contre la fraude et Di Rupo l'avait. Bien que le MR fût au pouvoir, Charles Michel était le plus grand opposant francophone à mes mesures contre la fraude fiscale...

**Votre loi sur le plafond des transactions en cash à 3000 euros a fait grincer certains secteurs. Est-ce vraiment efficace ?**

C'est la mesure la plus efficace contre le blanchiment. Il y a eu des vendeurs de voitures, des chirurgiens esthétiques ou des dentistes qui se sont inquiétés, car ils utilisent beaucoup de cash. On avait discuté avec les banques pour qu'elles mettent au point un système d'électronisation des billets, mais elles ont refusé de le faire.

## Laaouej: “Il faut s’attaquer aux cerveaux”

Tout comme John Crombez (SPA), Ahmed Laaouej (PS) estime que la lutte contre la fraude fiscale n’est pas la priorité du gouvernement Michel. *“Sous la législature précédente, la N-VA a voté contre la loi anti-abus dont l’objectif est de lutter contre les constructions uniquement fiscales. Elle s’est aussi opposée à un contrôle plus strict du blanchiment d’argent ainsi qu’à la levée du secret bancaire, déplore le député. Il y a une indécence à aller chercher dans le bilan du gouvernement Di Rupo la façon dont ils vont lutter contre la fraude fiscale. Ils sont paniqués par le SwissLeaks et le LuxLeaks [...] Les notes Sleurs et Van Overtveldt étaient totalement indigentes. Elke Sleurs a donc sorti quinze mesurètes pas du tout à la hauteur des enjeux. Et pendant ce temps, la Suisse siphonne nos finances publiques.”*

Ahmed Laaouej fait donc plusieurs propositions pour lutter contre la fraude. *“On doit renforcer l’Inspection spéciale des impôts et le fisc en général. L’heure de vérité sera le prochain conclave budgétaire, explique-t-il. En outre, il faudrait créer un parquet spécialisé dans la criminalité financière. Aujourd’hui, un magistrat de garde peut se ramasser un dossier de droit commun.”*

Selon le député socialiste, il est aussi urgent de criminaliser les auteurs des montages fiscaux. *“Il est très compliqué de poursuivre les avocats concernés, regrette-il. Les entreprises facturent des honoraires sans spécification. Or, derrière toute construction fiscale, il y a un cerveau. Il faut absolument un cadre juridique spécifique pour les poursuivre.”*

M. Laaouej aimerait aussi que les banques qui favorisent l’évasion fiscale soient privées d’agrément sur le sol belge. *“Il faut faire pression sur le Luxembourg et la Suisse pour arrêter cette bienveillance avec les boîtes aux lettres, dit le député. A ce niveau-là, on ne sent pas vraiment de volonté politique.”*